

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n° 242 – Février 2021

L'armée belge des partisans armés

Hyménée

Contre-propagande

1° : Attentat contre un meeting rexiste à Bruxelles

2° : Attentat contre des chemises noires

3° : Le tour de bien d'autres traîtres

Histoire

Les grandes pandémies qui ont marqué l'histoire.

Centre de tourisme sociale» Les cent Fontaines»

Social

Les machines de selfbanking et les agences ferment.

Et si le télétravail signifiait à terme la fin du salariat ?

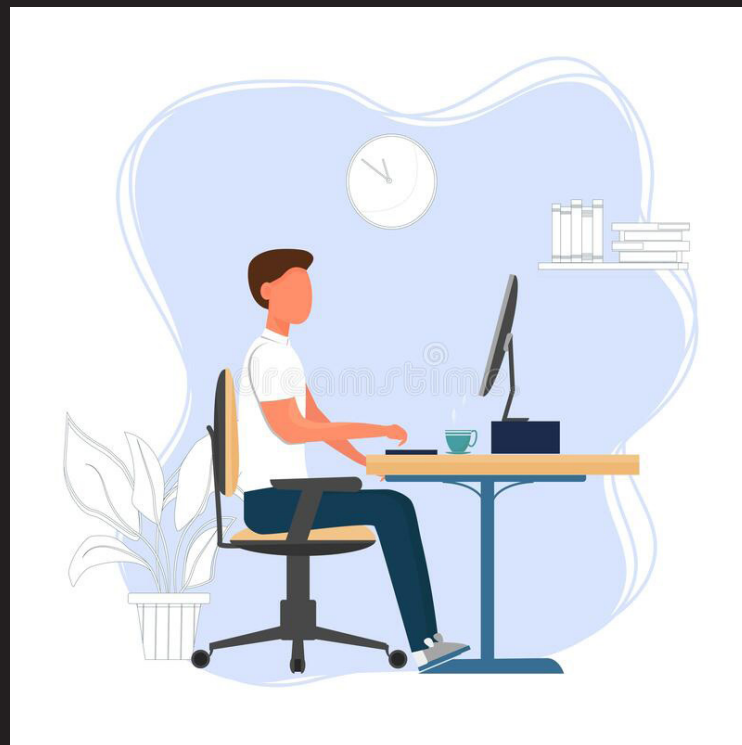
Interview

Noam Chomsky et la peste néolibérale

Libres propos

Convention climat : les citoyens dindons de la farce

Craintes disproportionnées et profit



*Télétravail...
Et l'avenir?*



Partisanes armées

L'ARMÉE BELGE DES PARTISANS ARMÉS

Hyménée

Liliane, gentille dactylo, travaillait à la rédaction des ordres, des rapports et autres bulletins, inévitable documentation, de L'Armée des Partisans. Son travail n'était pas exempt de risques, loin de là ... Son chef vint encore le complimenter en chargeant la charmante employée de porter elle-même au commandant de Corps un message important. La mission accomplie sans accroc donna à la jeune fille le goût de l'aventure, de servir de façon plus active que par le travail de bureau.

Comme auparavant, elle assumait le rôle de dactyle mais elle se lança dans le service complémentaire de courrier. Elle vit de plus près le travail clandestin et ses risques. Elle fit la connaissance de nombreux P.A. et apprit les rigueurs de leur vie illégale et sauvage, parfois. Elle sentit l'ivresse de ces luttes dans l'ombre où les adversaires ne se font point de cadeaux.

Liliane commit de beaux faits d'armes : elle entendit

prononcer les noms de ceux qui les accomplissaient : R ..., F ..., A ..., S ..., des hommes qu'elle côtoyait peut-être mais qui se cachaient toujours. Un nom surtout conquiert son admiration : Richard. Celui-là, on le disait capable de tout, c'était l'homme auquel on pouvait se fier. Aux yeux de Liliane, il personnifiait toute la Résistance. Comment était-il ? Jeune, déjà ridé, beau garçon, visage dur, sévère, belliqueux ? Qui sait ? Peut-être l'avait-elle déjà vu sans le connaître ?

Un jour, elle apprit son arrestation. Elle en ressentit une peine immense. Pourquoi ? De nombreux camarades avaient bien été arrêtés avant lui mais la pensée du chef captif la suivait comme un deuil. Et trois semaines plus tard, à la nouvelle de son évasion, elle frissonna d'une joie indéfinissable.

Un beau jour, son chef de groupe lui dit : « Tu porteras ce pli à Richard le commandant de bataillon. » Et il lui donna une adresse et le mot de passe. Liliane en fut bouleversée. Elle allait « le » connaître, Richard, celui dont tout le monde parlait, son héros, son partisan.

La première entrevue fut glaciale. Le grand garçon bien découplé, d'une merveilleuse chevelure noire avait lu le papier et murmuré simplement : « Bien,

dites que tout est prêt ». Paroles prononcées sans exaltation, sans un sourire, sans un pli de souci, tout bonnement froidement, mécaniquement.

C'était donc là le fameux chef dont la tête était mise à prix et que tous se donnaient en exemple. Il n'avait pas l'air bien féroce, ni très galant non plus. Un homme ordinaire, voilà tout !

Un va-et-vient s'établit entre les deux postes. Liliane en assumait la bonne marche jusqu'au jour où Richard lui dit brièvement « Tu vas travailler avec moi. Tu seras mon courrier et ma secrétaire. »

Ce fut une suite ininterrompue de veillées, à corriger et taper à la machine des documents de toutes sortes. Ce fut la continuation des courses dangereuses, des rendez-vous compromettants, des réceptions scabreuses. Parfois, les veillées se prolongeaient tard dans la nuit. Alors, il eut été imprudent de se risquer dehors pour le retour, après le couvre-feu. Et Liliane partageait avec le partisan l'unique chambre servant de bureau.

Pauvres grands gosses ! Couchés presque côte à côte sur une couverture jetée sur le plancher, ils ne pensaient à rien. Ils étaient trop fatigués. Et puis, s'ils se considéraient favorablement dans la lutte commune, une barrière de glace demeurait dressée entre eux.

Une nuit, alors que Liliane était ainsi l'hôtesse de son chef, elle fut brusquement réveillée. Une demi-douzaine d'hommes occupaient la pièce. Au milieu du groupe, Richard donnait ses instructions. On parlait dynamite, de rails, d'explosion, de mitraillettes. Se levant d'un seul bond, la jeune fille déclara sans emphase : « Je vais avec vous. »

Les autres en demeurèrent un instant bouche-bée. Puis ils se récrièrent. L'expédition serait trop dangereuse. La place d'une jeune fille n'y était pas désignée. Liliane n'était pas assez forte et bien d'autres objections. Mais Liliane n'en démordait pas. A la fin, Richard qui la connaissait acquiesça : « Prépare-toi. »

Vite, elle enfila un pantalon qui lui avait déjà servi plusieurs fois à se travestir en chiffonnière ou en ramasseuse d'escarilles. Un veston court et rapiécé lui moola prestement le torse et ses cheveux bouclés disparurent avec peine sous une casquette à la visière gavroche. Ainsi parée, Liliane se campa devant le chef. En sortant, ce dernier lui glissa dans la main un pistolet chargé. Dans la nuit, la petite troupe prit contact avec un groupe de renfort et Liliane entendit la remarque teintée d'inquiétude qu'un nouveau venu formulait à Richard : « Tu amènes là un bien jeune garçon. »

Couchée derrière la haie, à deux pas du talus, Liliane, le doigt sur la détente, surveillait étroitement

le secteur qui lui était assigné. L'affaire se déroula sans incidents. Les P.A. se retirèrent tranquillement, avec ordre et l'objectif fut détruit

La jeune fille, le lendemain, munie d'un « Kodak » poussa l'audace et l'imprudence jusqu'à retourner sur les lieux de l'attentat pour y photographier l'objectif pulvérisé. Cela lui valut une sévère remontrance mais les hommes ne purent cacher un sentiment d'admiration. A la suite de cette expédition, Liliane prit goût aux sensations fortes. Elle participa à de nombreuses actions du même ordre, en vraie partisane jusqu'au jour de la Libération.

Alors, chacun reprit ses occupations habituelles, au grand jour. Les P.A. redevinrent les citoyens ordinaires, travailleurs qu'ils étaient avant. Leur vie s'écoulait, tour à tour, triste et gaie : plus souvent triste aussi comme avant. Trois mois passèrent. Un beau jour, Liliane et son ancien chef se rencontrèrent au hasard d'une promenade. Ils s'arrêtèrent, bavardèrent un instant. Leurs déceptions s'estompèrent au souvenir des journées de lutte et d'angoisse passées en commun. Sans qu'ils puissent s'en rendre compte, nos deux jeunes gens l'un auprès de l'autre, un encouragement dans un sentiment indéfinissable de respect, d'admiration, de franchise et de force. Et pourtant, Richard n'était plus le fameux saboteur, le rude justicier de naguère et Liliane n'avait plus rien de la garçonne jouant les coups durs. C'étaient deux jeunes gens fatigués avant l'âge, avant l'heure et qui, tout à coup, se reprenaient à espérer, à deviner, à sentir que la vie qu'ils avaient affrontée dans tous ses risques, ils étaient en droit de la revendiquer, d'en jouir pleinement.

Il se revirent, souvent, très souvent et puis ... Pour connaître la fin de cette histoire, venez avec nous dans une petite maison tranquille du pays de Charleroi. Vous y verrez un jeune ménage parfaitement uni. Et dans un intérieur coquet, intime, sans prétention, vous remarquerez tout de suite une véritable œuvre d'art : une admirable peinture, la reproduction d'une certaine photo, cadeau de noce des compagnons d'armes de nos braves patriotes.

Contre-propagande

1^o Attentat contre un meeting rexiste à Bruxelles

Comme on le sait, des hommes s'étaient spécialisés à semer la terreur dans les rangs des traîtres embrigadés par l'ennemi. Cela devait freiner l'ardeur des nouveaux aspirants au titre d'infamie. Quand nous parlons à Omer des difficultés rencontrées à Bruxelles où les Allemands pullulaient, notre ami hausse les épaules et sourit.

Entré de bonne heure au Corps bruxellois des partisans, Omer y connut le commandant Yernaux et fit



ses premières armes à la recherche de Serge Doring, un comparse de Léon Degrelle, à la plume empoisonnée et bavard devant le micro mais toujours introuvable.

Au mois d'août 1941, il fut enfin donné à Omer et à son camarade Benoît d'accomplir « quelque chose ». Les rexistes organisaient au deuxième étage d'un café de la Grand-Place un meeting épicé comme on le pense mais les patriotes se chargèrent de corser le programme.

La réunion était prévue pour 19 h 30. A 17 h, Omer et Benoît qui s'étaient assurés la complaisance d'un garçon de café, entraient dans l'établissement par la porte de service et se dirigeaient tout droit vers la grande salle. Chemin faisant, ils passèrent devant trois ou quatre salles plus petites où quelques traîtres discutaient déjà avec animation.

Les deux partisans n'étaient pas armés mais l'un d'eux portait un paquet volumineux : une boîte métallique bourrée de dynamite et de pierrailles, une bombe à retardement dont un réveille-matin constituait tout le mécanisme. L'engin était réglé pour exploser à 21 heures.

Couchés sous l'estrade, au bout de la salle, les P.A. cherchaient l'endroit le plus favorable où déposer la charge. Un rexiste en uniforme traversa la salle à deux pas de l'estrade. Nos hommes se tinrent cois un instant puis sortirent de leur cachette. C'est à ce moment qu'Omer eut l'impression que « ça » ne marchait pas. Les deux amis retournèrent en arrière et Omer, couché à plat ventre colla son oreille contre la bombe. : « Le réveil s'était arrêté ! »

Il fallut démonter l'appareil et le remettre en place. Enfin, les deux audacieux s'en allèrent, descendirent l'escalier. Au rez-de-chaussée, ils rencontrèrent le garçon de café vert de peur et trempé de sueur. C'est tout à l'honneur de cet homme qui avait surmonté sa frayeur pour accorder son aide aux partisans. Quelles transes n'a-t-il pas subies au cours de la soirée ?

A 19 h 30, la conférence commençait devant une salle comble et exaltée. Mais la séance fut brutalement interrompue à 21 h. En bas, le garçon de café laissa tomber son plateau. Et pourtant, il s'attendait à

la « chose ». Que dire de ceux qui ne s'y attendaient pas là-haut ? On en releva douze à l'état de cadavre et quarante plus ou moins grièvement blessés.

« Contre-propagande n° 2 : attentat contre des chemises noires »

Deux « chemises noires » se trouvaient de faction devant le garage « Vlaanderen », chaussée de Gand, près du cimetière de Molenbeek. Les deux simili-soldats semblaient pleins de hargne tant ils se donnaient de l'importance et s'efforçaient à copier les manières de leurs maîtres. L'arme au pied, ils paraissaient redoutables et se gonflaient stupidement à l'approche de trois garçons d'aspect plus ou moins minable : « Pauvres civils, voyez nos uniformes de bonne coupe, nos boutons bien astiqués et puis nous sommes armés. Vos vêtements râpés nous font pitié. »



Seulement les trois pauvres bougres, mains en poches caressaient leurs revolvers. Omer, que nous connaissons déjà avait le commandant du petit détachement et possédait une arme de qualité : un 7/65 F.N. Cyrille manipulait un vieux revolver à barillet et Lucien qui en était à sa première expédition s'enorgueillissait d'un 6/35 douteux.

Fort de son expérience et mieux armé, Omer se réserva la sentinelle de gauche et recommanda à ses deux amis de tirer en même temps sur l'homme de droite. L'affaire dura deux secondes. Le « chemise noire » visé par Omer s'écroula, touché mortellement. L'autre, éperdu, fit un bond en arrière. Cyrille avait tiré à côté et le revolver de Lucien s'était enrayé. Omer s'élança, fit face au factionnaire qui s'était ressaisi tandis que Cyrille et Lucien battaient en retraite.

La sentinelle leva sa carabine. D'un revers de main,

Omer fit dévier l'arme et pressant coup sur coup la détente de son revolver, il foudroya le traître puis il prit le large à son tour.

D'autres « chemises noires » sortirent du garage et ouvrirent le feu sur les partisans. Heureusement, leur tir manquait de précision. Omer courant à toutes jambes, dépassa un homme étendu sur le pavé : c'était Lucien. En arrivant au premier coin de rue, Omer fit demi-tour et, se coulant d'une porte à l'autre, revint vers l'ennemi. De toutes ses forces, il lança une grenade O.F. qui rebondit deux ou trois fois avant d'exploser. Dégoûtés, les traîtres ramassèrent leurs morts et rentrèrent dans le garage.

Omer respira mais un reste d'inquiétude le tenaillait car Lucien demeurait introuvable. N'avait-il pas été blessé puis emporté par les rexistes ?

Le lendemain, Lucien, indemne se présenta au rendez-vous. Il expliqua son aventure de la veille : « Je m'étais simplement couché comme il se doit en entendant les balles siffler à mes oreilles. »

Après bien d'autres opérations, Cyrille finit malheureusement au four crématoire d'un camp nazi. Quant à Lucien, il devait être fusillé à Breendonck.

Contre-propagande n° 3 : « Le tour de bien d'autres traîtres ».

Omer commençait à jouir d'une certaine renommée. Aussi, quand les V.N.V. organisèrent un grand meeting place Vaillance à Anderlecht, notre ami se vit octroyer un rôle de premier plan pour le final qui devait se jouer à la sortie.

L'orateur, un individu chauve, petit de taille comme de noblesse et portant une gabardine claire, était spécialement recommandé aux partisans. De nombreux camarades embusqués à la ronde, attendaient, prêts à porter aide au justicier, Omer, simulant un ennui mécanique, tripotait son vélo.

Les V.N.V. commencèrent à sortir se hâtant vers le point d'arrêt des tramways. Brusquement, un homme encore plus pressé que les autres, jaillit du local. Il était petit, chauve et portait une gabardine claire. Omer enfourcha son vélo, rejoignit l'individu près du monument et le héra : « Hem ! Monsieur ! » La silhouette se retourna. Ce soir-là, Omer avait un 9 m/m. Le sale petit monsieur en reçut six balles qui mirent un terme à son travail sordide.

Vint ensuite l'exécution de l'agent n° 13 à Ixelles puis d'un membre du personnel des tramways à Boitsfort. Celui-là, le percepteur n° 517 avait sur la conscience la mort de plusieurs patriotes qu'il

Place Vaillance à Anderlecht



avait dénoncés aux nazis. Cinq partisans prirent place : trois à côté du conducteur et les deux autres, Omer et Benoît, les inséparables, sur la plate-forme arrière. Pourquoi cinq hommes ? Tout d'abord, trois de nos P.A. étaient à leur coup d'essai. Ceux-là seraient plutôt des témoins, des recrues qui pourraient constater que « ça » va tout seul quand on s'y prend bien. Pourtant, cette fois-là « ça » ne marcha pas tout droit. L'agent n° 517 ouvrit la portière arrière et fixant Omer :

« Servi ?
Voilà ! »

Omer tira à bout portant une balle dans la poitrine du dangereux dénonciateur. L'homme se laissa tomber en hurlant sur une banquette. Le conducteur, tenu en respect par les jeunes recrues n'osa pas ralentir. Omer pressa une seconde fois sur la détente. Son revolver s'enraya. Fatalité ! Les balles provenaient d'un stock de la F.N. dont la fabrication avait été sabotée par d'autres patriotes. On ne peut pas tout savoir.

Le 517 hurlait toujours. Les deux partisans l'encadrèrent et s'efforcèrent à faire fonctionner le mécanisme d'armement de leurs pistolets. Brusquement, un coup partit. Le pistolet de Benoît avait fait des siennes. La balle pénétra accidentellement dans la fesse du traître qui bondit en criant de plus belle. Un instant, interloqué, Benoît fut bousculé et le 517 s'enfuit vers l'avant de tramway. Mais il y avait là, trois novices qui n'avaient pas froid aux yeux car trois balles bien ajustées mirent fin à cette aventure. Le conducteur, plus mort que vif, se contenta de stopper sans s'intéresser à la direction que prenaient les justiciers. ?

HISTOIRE :

Les grandes pandémies qui ont marqué l'histoire.

Pandémie de SARS-COV-2 : faut-il s'inquiéter ?

Des mesures sanitaires sont prises par tous les gouvernements européens pour limiter la propagation du virus. Faut-il s'inquiéter de la pandémie en cours ?

Les épidémies n'ont pas attendu la mondialisation ni la crise du coronavirus pour s'étendre à l'ensemble du globe. Dès l'Antiquité, les maladies ont décimé des populations entières en l'espace de quelques mois voire quelques jours, déclenchant la terreur des habitants face à un mal inconnu.

Version globalisée de l'épidémie, la pandémie se caractérise par une propagation rapide et un taux de mortalité élevé. Transmises par des virus ou bac-

téries inconnus à leur époque, ces pandémies ont tué des millions de personnes et marqué l'histoire de l'humanité.



Les épidémies n'ont pas attendu la mondialisation ni la crise du coronavirus pour s'étendre à l'ensemble du globe. Dès l'Antiquité, les maladies ont décimé des populations entières en l'espace de quelques mois voire quelques jours, déclenchant la terreur des habitants face à un mal inconnu.

Version globalisée de l'épidémie, la pandémie se caractérise par une propagation rapide et un taux de mortalité élevé. Transmises par des virus ou bactéries inconnus à leur époque, ces pandémies ont tué des millions de personnes et marqué l'histoire de l'humanité.

La peste d'Athènes (-430 à -426 avant J.C)

Première pandémie documentée de l'histoire, la peste d'Athènes est en réalité probablement due à une fièvre typhoïde. Décrite par l'historien Thucydide, lui-même touché par la maladie, la maladie se manifeste par des fièvres intenses, des diarrhées, des rougeurs et des convulsions. Venue d'Éthiopie, elle frappe ensuite l'Égypte et la Libye, puis arrive à Athènes au moment de siège de ville de Sparte, lors de la guerre du Péloponnèse. On estime qu'un tiers de la ville, soit 200.000 habitants, vont périr lors de cette épidémie qui marquera le début du déclin d'Athènes.

La peste Antonine (165-166)

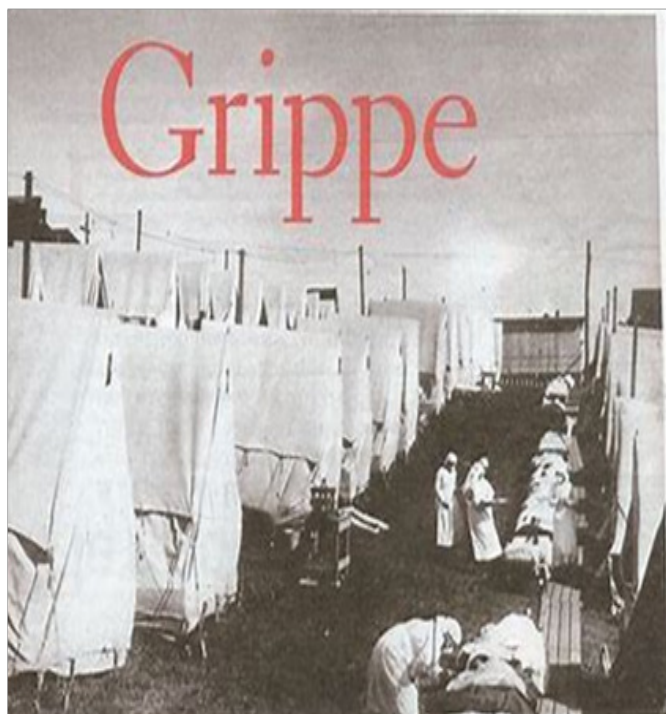
Là encore, cette pandémie n'est pas due à la peste mais à la variole. Elle tient son nom de la dynastie des Antonins, dont est issu l'empereur Marc-Aurèle, qui régnait alors sur l'empire romain. La pandémie débute à la fin de l'année 165 en Mésopotamie, durant la guerre contre les Parthes et atteint Rome en moins d'un an. Selon les estimations, elle aurait causé 10 millions de morts entre 166 et 189, affaiblissant considérablement la population romaine. La variole, causée par un virus et caractérisée par des croûtes rougeâtres, des diarrhées et vomissements,

a été déclarée éradiquée en 1980.

La peste noire (1347-1352)

Après avoir sévi en Chine, la pandémie de peste noire arrive en 1346 en Asie centrale, parmi les troupes mongoles assiégeant le port de Caffa, sur la mer Noire, tenu par des marchands génois. La maladie, se manifestant par d'horribles bubons, se propage ensuite à l'Afrique du Nord puis à l'Italie et à la France, où elle arrive par le port de Marseille via des navires génois. On estime que cette épidémie, aussi surnommée « la grande peste », a fait entre 25 et 40 millions de morts en Europe, soit entre un tiers et la moitié de sa population de l'époque.

La grippe espagnole (1918-1919)



Causée par un virus de type A H1N1 particulièrement virulent, la grippe espagnole est en réalité d'origine asiatique. Elle arrive ensuite aux États-Unis, puis traverse l'Atlantique par les soldats venus aider la France. Si elle est qualifiée de grippe espagnole, c'est parce que le pays, non soumis à la censure et à la guerre, fait état des premières nouvelles alarmantes. Lorsqu'elle s'éteint, en avril 1919, le bilan est effroyable. La grippe espagnole a tué 20 à 30 millions de personnes en Europe et jusqu'à jusqu'à 50 millions à l'échelle mondiale, n'épargnant pratiquement aucune région du globe. On estime qu'un tiers de la population mondiale a été infecté.

Le choléra (1926-1832)

Endémique depuis plusieurs siècles dans le delta du Gange en Inde, le choléra gagne la Russie en 1930, puis la Pologne et Berlin. Il débarque en France en

mars 1832 via le port de Calais, puis arrive à Paris. Se manifestant par des diarrhées brutales et des vomissements, le choléra (dont on ne connaît alors pas la cause, la bactérie *Vibrio cholerae*) entraîne une déshydratation rapide, aboutissant parfois à la mort en quelques heures. L'épidémie causera près de 100.000 morts en moins de six mois en France, dont 20.000 à Paris. Elle va ensuite gagner le Québec via les immigrants irlandais, où elle fera également des ravages.

La grippe asiatique (1956-1957)

Liée au virus influenza H2N2, la grippe de 1956 est la deuxième pandémie grippale la plus mortelle après celle de 1918. Elle causera deux à trois millions de morts dans le monde, dont 100.000 dans l'Hexagone, soit 20 fois plus qu'une grippe saisonnière classique. Partie de Chine (d'où son nom), le virus gagne Hong Kong, Singapour et Bornéo, puis l'Australie et l'Amérique du Nord avant de frapper l'Europe et l'Afrique. Il va muter quelques années plus tard en H3N2 pour provoquer une nouvelle pandémie en 1968-1969, surnommée « grippe de Hong-Kong ». Cette dernière marquera les débuts des premiers vaccins antigrippaux efficaces.

Le sida (1981-aujourd'hui)

Originaire de Kinshasa (République démocratique du Congo), le virus du sida apparaît au grand jour en 1981, lorsque l'agence épidémiologique d'Atlanta, aux États-Unis, alerte sur des cas inhabituels de pneumocystose (une pneumonie rare présente chez les patients immuno-déprimés). Le VIH n'est identifié que deux ans plus tard, en 1983, par une équipe de chercheurs de l'Institut Pasteur dirigée par Luc Montagnier. Au plus fort de l'épidémie, dans les années 2000, deux millions de personnes succombent chaque année du virus. 36,9 millions de patients vivent aujourd'hui avec le VIH, mais les traitements antirétroviraux ont permis de réduire considérablement la mortalité.

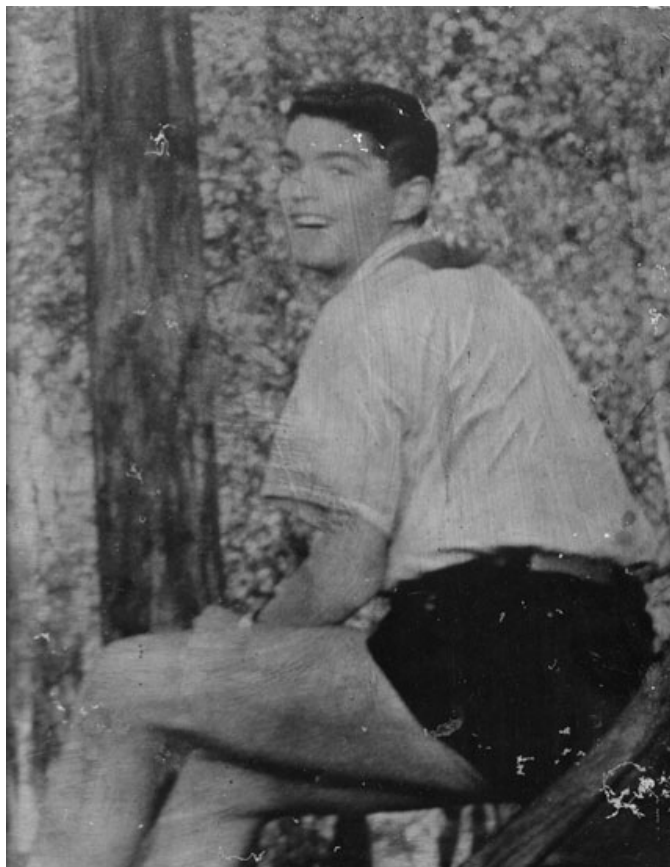
Céline Deluzarche
Extrait de Futura Sciences

Histoire du centre de tourisme social « Les Cent Fontaines »

Paul Goldberg avec le foulard des pionniers

Cette maison a vu le jour à la suite d'un accident de la route survenu le 3 août 1963. Quel rapport ? N'anticipons pas....

La période de reconstruction qui a suivi la seconde guerre mondiale a vu se développer un Parti Communiste Belge (PCB) renforcé par son aura de résistance à l'occupation nazie. Son activité a connu un



Paul Goldberg avec le foulard des pionniers

pic lors de la mobilisation pour la « grande grève » de 1961. Parmi les militants, on pouvait reconnaître les cadres du mouvement de jeunesse du PCB, les Pionniers (Union des Pionniers de Belgique).

Les Pionniers étaient répartis par groupes d'âge et chaque groupe était dirigé par un « moniteur ». A la tête se trouvaient les « dirigeants », eux-mêmes coiffés par le Comité Central du PCB... (Cette précision sera utile dans la suite du récit).

Le public de l'UPB était constitué par les enfants des affiliés au PCB. Parmi eux, dans la région de Bruxelles, un important nombre de Juifs survivants du conflit mondial et pour la plupart engagés dans la Résistance.

A cette époque, la cellule bruxelloise du PCB se réunissait dans ma demeure familiale située 78 avenue de Stalingrad, ce qui illustre l'adhésion de mes parents au PCB et explique celle de ma fratrie à l'UPB : les deux aînés, Paul et André, comme dirigeants ; les deux cadets, Michel et moi, comme simples pionniers.

C'est ainsi que tous les dimanches étaient occupés à des jeux, des chants, des activités ludiques dans le cadre d'une éducation politique. Une fois l'an, une collecte publique « pour les vacances des en-

fants nécessiteux » nous procurait un apport financier, et le lieu des vacances annuelles variait selon les opportunités.

C'est dans ce contexte qu'il convient de situer l'accident d'auto-stop qui a coûté la vie à Paul, mon frère aîné, au retour de vacances en Italie. Doté d'une personnalité charismatique, son décès brutal a provoqué un vif émoi au sein de l'UPB. A l'issue d'un procès qui a opposé mes parents à l'assurance du chauffeur, une importante somme a été obtenue en guise de dédommagement ; c'est ainsi que mes parents, qui ne se voyaient pas dépenser cet argent pour eux-mêmes, ont proposé à la Direction de l'UPB d'acquérir une « maison de vacances » via son ASBL « Unir et Bâtir ».

Le choix de Modave, village calme et sans histoire, et d'une maison communiste jouxtant l'église et son cimetière, avait quelque chose de paradoxal et d'excitant pour l'enfant de dix ans que j'étais à cette époque ; combien d'escapades nocturnes sur les tombes, de jeux de pistes dans les couloirs obscurs du chemin de fer désaffecté, de « camps volants » dans les villages environnants, de déclaration d'amour cachées par des lanciers de fleurs piquantes ?

La « Maison des Pionniers Paul Goldberg » de Modave a bien joué son rôle de lieu de vacances : Noël, Pâques et les grandes vacances ont ponctué mes années d'enfance de merveilleux souvenirs*2. L'été, la maison peinait à abriter tous les participants, et le terrain accueillait des tentes pour loger les plus âgés.

La maison à l'origine





Les pionniers au travail

Arrivé au grade de moniteur et féru des théories du communiste Wilhelm Reich sur la révolution sexuelle, j'ai organisé la mixité en lieu et place des habituelles tentes pour filles et pour garçons. Nous étions bien trop sages pour en profiter, l'autocensure agissant ; toutefois, à la rentrée, la Direction du PCB a vertement tancé nos dirigeants pour nous avoir laissé faire.

C'est à la suite de ces incidents que j'ai quitté l'UPB et que je me suis engagé dans une révolte contre l'autorité scolaire et familiale qui illustre bien l'époque qui a suivi mai 1968. D'autres ami(e)s de

ma génération se sont également distancés de l'UPB car le PCB y exerçait une autorité anachronique.

On observe par la suite un déclin du PCB, de l'UPB et par conséquent de la Maison des Pionniers Paul Goldberg. Depuis les années 80, l'UPB n'était plus en mesure de rentabiliser la maison, qui s'était ouverte à des enfants provenant d'autres milieux populaires puis à des enfants placés par la justice.

Toutes les organisations de jeunesse (à l'exception toutefois des organisations chrétiennes catholiques) voyaient leurs effectifs diminuer et les plus petites ont depuis lors mis la clé sous le paillason. Ce fut le cas de l'UPB qui cessa ses activités vers 1992. L'association de gestion du bien « Unir et Bâtir » passa un accord avec l'association de tourisme social « Tourisme populaire » pour ouvrir la Maison des Pionniers à de nouveaux publics.

Au moment de son achat, durant de nombreuses vacances, les «grands» Pionniers ont travaillé comme manoeuvres sur le chantier de la transformation d'une maison d'habitation en camp de vacances (installation de chauffage, dortoirs, douches, construction de la grande salle, transformation d'un terrain en pente en terrasses, ...) En 1993 débuta une nouvelle rénovation et un agrandissement grâce à des financements wallons, avec obligation de répondre aux obligations du tourisme social.



Une nouvelle phase de transformation du bien vient d'être terminée avec la mise en conformité du lieu pour répondre aux exigences de la Région Wallonne en matière de sécurité et d'hygiène. Une nouvelle équipe a pris en mains sa gestion et ceux qui louent le bien sont heureux de découvrir un centre qui répond totalement à leurs attentes.

La « Maison des Pionniers Paul Goldberg » de Moudave est devenue, marketing aidant, « les 100 Fontaines », et je lui souhaite longue vie dans sa nouvelle formule.

Simon Henri Goldberg

https://www.lescentfontaines.be/FR/index_fr.html

SOCIAL

Les machines de selfbanking et les agences ferment. Cela précarise une importante franche de la population.

Bpost vient d'annoncer, via un communiqué de presse, la suppression de dix-sept machines de



Partenaire Mutualité chrétienne

selfbanking dans la province du Luxembourg. Des machines qui permettent d'imprimer des extraits de compte et d'effectuer des virements.

Si Bpost annonce aujourd'hui cette suppression, elle est loin d'être la seule banque belge à agir de la sorte. Que du contraire puisqu'au niveau national, seules 60% des machines de selfbanking seraient conservées. Et s'agissant d'une moyenne, on peut imaginer les disparités qu'il peut exister entre chaque banque et entre les différentes régions du pays.

Le numérique ou rien

L'argument principal avancé par les banques pour la suppression de ces machines est le peu de tran-

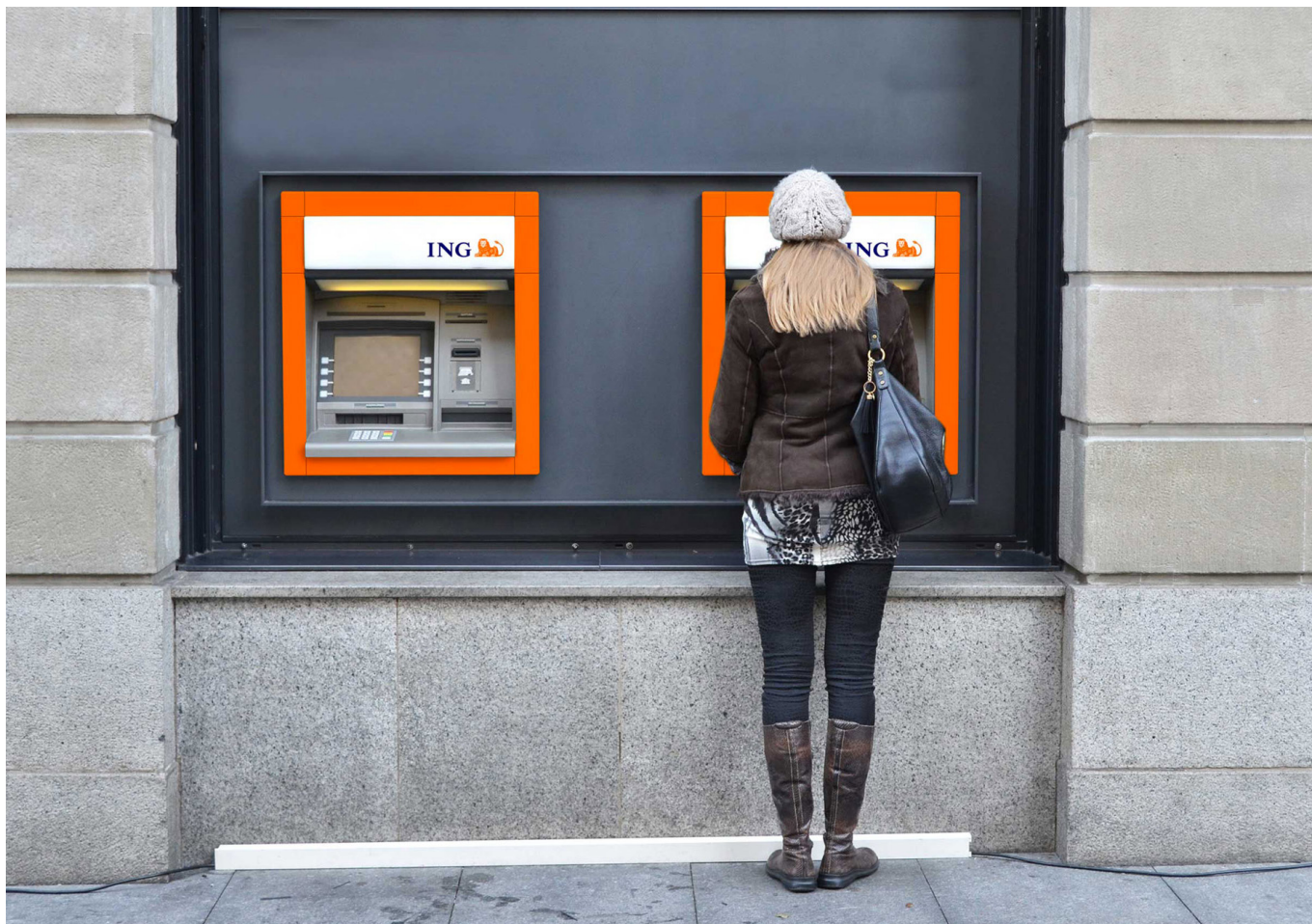
sactions effectuées sur celles-ci. Une conséquence évidente de la digitalisation des services bancaires. On ne peut en effet la nier tout comme l'utilisation grandissante par une majorité de la population des outils numériques pour la gestion quotidienne de leurs comptes. Mais est-ce une raison suffisante pour supprimer purement et simplement les autres moyens permettant d'accéder à ses comptes (en les remplaçant presque toujours par des services payants)? Que fait-on des 40% de la population qui se retrouve en vulnérabilité numérique? Et des 10% qui n'ont pas de connexion internet?

Et plus particulièrement, derrière ces chiffres, se cache une catégorie de personnes spécialement touchée par la suppression des opérations manuelles: nos aînés. Une catégorie fortement invisibilisée car même dans les chiffres, elle n'apparaît que partiellement. En effet, la majorité des études sur l'exclusion numérique n'incluent pas les personnes âgées de plus de 75 ans. Une partie de la population âgée passe donc sous les radars. Ce qui ne permet pas, d'une part, d'avoir une vue tout à fait pertinente de la fracture numérique chez les seniors et d'autre part, révèle une nouvelle fois l'invisibilisation voire la négation importante de ce public. Passé la barre des 75 ans, ils ne sont même plus considérés comme des potentiels utilisateurs des outils numériques! Seul le baromètre de maturité numérique des citoyens wallons fait figure d'exception en incluant les personnes âgées de plus de 74 ans. Et qu'est-ce que nous disent les chiffres aujourd'hui? En Belgique, 27% des 55-74 ans n'ont jamais eu recours à l'e-banking. Et en Wallonie, en 2019, 42% des aînés âgés de 75 ans et plus ne sont pas connectés à internet, près d'une personne sur deux, donc.

Certes, les chiffres permettent d'objectiver une situation et de prendre la mesure d'une réalité. Mais à force d'objectiver, on oublie que l'arithmétique a en fait mille visages et autant d'existences différentes. Se rappeler que derrière 10% de la population, il y a près de 110000 personnes qui vivent au quotidien sans connexion internet, permet de positionner notre regard autrement et de laisser, pour une fois, de côté le contexte froid des statistiques.

Les conséquences directes

Qu'est-ce que cela signifie pour les personnes en vulnérabilité numérique quand Bpost supprime les terminaux de selfbanking? Ou quand les banques ferment leurs agences de proximité? Rappelons qu'entre 2000 et 2019, on est passé de 12571 agences à 4692. 7879 agences ont donc mis la clé sous le paillason, soit une diminution de 37%... Cela signifie de gérer ses comptes à l'aveugle puisqu'il est impossible ou coûteux d'imprimer ses extraits de compte et de suivre régulièrement ses dépenses. Cela signifie que pour effectuer un virement ban-



caire, là où avant, il était possible de se déplacer à pied dans une agence bancaire, il faut faire des dizaines de kilomètres pour y accéder. Comment faire lorsqu'on n'a pas de voiture et que les transports en commun sont rares ou inexistants dans la région reculée dans laquelle on habite? Et si les opérations manuelles n'ont pas (encore) totalement disparu, elles représentent aujourd'hui un coût important. À titre d'exemple, faire effectuer un virement en agence peut ainsi coûter 9,68 euros chez ING.

L'écrasante exclusivité du numérique

La suppression des terminaux de selfbanking n'est pas une anecdote, elle vient nous montrer avec acuité la primauté du numérique dans nos pratiques sociales. Et la crise sanitaire actuelle vient superbement accentuer cette tendance. Nous dénonçons (1) ce monopole de la digitalisation qui exclut et précarise des fractions entières de la population, dont les plus âgés. La lutte ne doit pas se faire contre cette digitalisation mais contre son écrasante exclusivité. Il est temps que les pouvoirs publics et le monde financier prennent de véritables engagements pour maintenir des services bancaires accessibles à toutes et tous. N'oublions pas que la fonction bancaire de base n'est pas qu'une activité commerciale. Il s'agit d'un service public confié à des opérateurs qui doivent assumer la mission publique déléguée qu'ils exercent au service des ci-

toyens et citoyennes.

(1) Financité, Espace Senior et Enéo ont lancé une campagne "Banques, dehors les seniors?".

Une opinion de Violaine Wathelet, secrétaire politique d'Enéo, mouvement social des aînés.

Et si le télétravail signifiait à terme la fin du salariat ?

J'ai l'habitude de dire à mes amis que lorsque le serpent mue, il est aveugle. Autrement dit, en période de crise, de grand changement comme maintenant, les choses importantes sont souvent invisibles.

Pourtant, plus que jamais, pour apprendre à se frayer son chemin dans le monde de demain, il faudra apprendre à décoder ces signaux faibles même s'ils ne font pas de bruit ou ne sont pas visibles à l'oeil. Je pense notamment au télétravail.

Tout le monde aujourd'hui est convaincu que le travail à domicile va s'imposer en entreprise, car les collaborateurs y trouvent une forme de liberté, de gain de temps en termes de déplacement et que les employeurs y trouvent aussi leur compte en termes de mètres carrés libérés et donc de diminution des coûts de l'entreprise.



Ça, c'est pour la partie visible de l'iceberg. En réalité, les collaborateurs ne se rendent pas compte que le télétravail est en train de casser la distinction entre salarié et indépendant et que notre code du travail en sera impacté un jour ou l'autre.

Je rappelle que pendant des siècles, le seul travail qui existait était le travail d'indépendant. Les gens travaillaient chez eux, au sein de leur famille ou alors comme domestique auprès du seigneur local.

En réalité, le salariat est né assez tard, avec la révolution industrielle et donc avec les mines de charbon et le développement des chemins de fer. En clair, par souci d'efficacité, il fallait regrouper tout le monde sous un même toit, ce qu'on appelle une usine.

Ce sont donc les patrons et pas les syndicats qui ont encouragé le salariat au départ pour des raisons de contrôle et d'efficacité. Le salariat était donc le prix à payer pour troquer sa liberté contre un salaire en fonction du temps passé sur place. L'usine à l'époque, le bureau aujourd'hui, c'est au fond le lieu de contrôle de notre temps.

Mais, avec le télétravail, tout est bouleversé : le salarié se retrouve dans les mêmes conditions qu'un indépendant. Il n'est plus sous le contrôle physique de son supérieur, il ne le voit même plus sauf à travers un écran une heure par jour, le lien de subordination est plus flou, le salarié est davantage libre de se gérer en fonction d'une mission et non pas du temps passé à l'usine ou au bureau.

Et donc, la frontière entre indépendant et salarié

devient floue. Le danger d'un télétravail trop massif, c'est que les salariés ne se transforment en mercenaires sans attache affective avec leur entreprise. Ou, a contrario que l'employeur se pose la question de pourquoi encore avoir des salariés s'il peut avoir des indépendants, souvent moins chers, à leur place ?

Je ne dis pas que ce phénomène est à sens unique et qu'il est inéluctable, je dis simplement que notre droit du travail a été créé au départ pour le travail en usine, dans un lieu fixe, et qu'il n'est plus adapté au monde technologique d'aujourd'hui. S'ils arrivent à nous vacciner sans faire trop de gaffes, ce sera sans doute l'un des futurs chantiers pour nos gouvernants.

Amid Faljaoui, directeur des magazines francophones de Roularta.

INTERVIEW

Noam Chomsky et la peste néolibérale

Sommes-nous sortis de l'auberge ?

À 91 ans, Noam Chomsky continue son inlassable travail d'éducation populaire et à donner à tous le goût de l'« autodéfense intellectuelle ». La crise que nous traversons et les crises à venir rendent son regard plus tranchant et plus alarmant, au bout de quarante années de néolibéralisme qui nous laissent sans armes face au péril. Cette crise peut être une vraie prise de conscience, mais elle peut apporter aussi le pire. Et comme toujours,



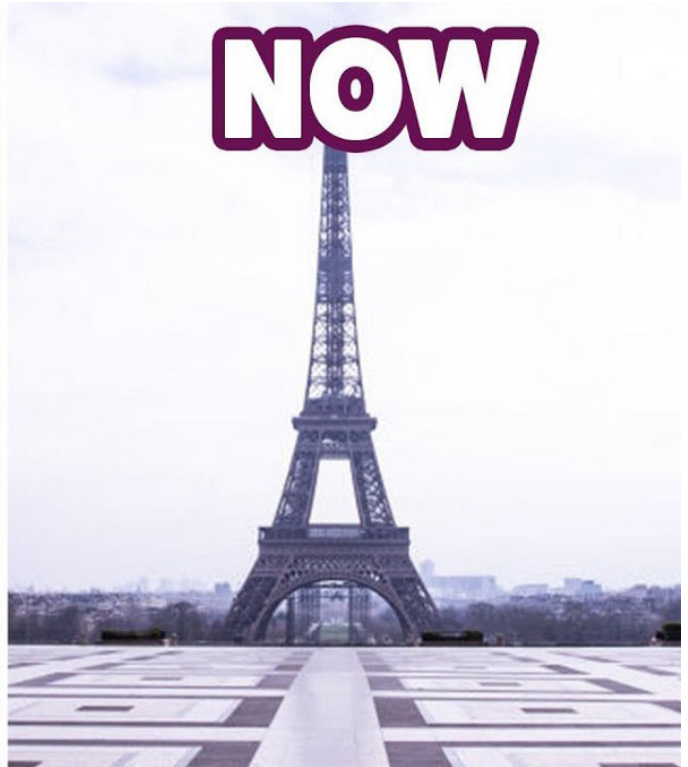
notre histoire est entre nos mains. Mais le message le plus important en conclusion, c'est le perroquet de Chomsky qui répète l'essentiel : « tout le pouvoir au peuple ! »

Srećko Horvat — Bienvenue dans un nouvel épisode de « World After Coronavirus ». Je suis très heureux et honoré d'accueillir un invité spécial qui nous rejoint aujourd'hui pour cet épisode. Et cet invité spécial, c'est un héros de beaucoup de générations, et pas seulement la mienne. Malheureusement, nous sommes tous les deux confinés, les circonstances sont donc un peu particulières, mais commençons sans plus d'introduction. Je pense que la plupart de ceux qui nous regardent connaissent Noam Chomsky, et je suis enchanté que Noam nous rejoigne aujourd'hui. Bonjour Noam, pourriez-vous nous dire où vous êtes, si vous êtes déjà confiné, et pour combien de temps ?

Noam Chomsky — Je suis confiné à Tucson, en Arizona.

Srećko Horvat — Vous êtes né en 1928 et vous avez écrit votre premier essai, je crois, quand vous aviez 10 ans, et cet essai portait sur la guerre d'Espagne, juste après la chute de Barcelone, en 1938, ce qui paraît très lointain à ma génération. Vous avez survécu à la Seconde guerre mondiale, vous avez été témoin d'Hiroshima. Vous avez été témoin de nombreux événements politiques, historiques, de la guerre du Vietnam à la chute du mur de Berlin, en passant par le choc pétrolier.

Avant cela, vous avez été témoin de Tchernobyl, et ensuite, dans les années 1990, vous avez connu les



événements qui ont mené au 11-Septembre, encore un événement global. À vrai dire, j'essaie de résumer la longue histoire de votre vie en peu de temps, mais l'événement le plus récent est la crise financière de 2007-2008. Avec un tel passé, une vie si riche, et votre position de témoin mais aussi d'acteur dans ces processus historiques majeurs, comment regardez-vous la crise actuelle du coronavirus ? Est-ce un événement historique sans précédent, en êtes-vous étonné ? Quel est votre point de vue ?

Noam Chomsky — Mes premiers souvenirs, qui me hantent maintenant, remontent aux années 1930. L'article que vous avez mentionné sur la chute de Barcelone parlait principalement de la propagation apparemment inexorable de la peste fasciste sur toute l'Europe, et comment ça allait finir. Bien plus tard, des documents ont été révélés, où des agents du gouvernement américain s'attendaient à voir dans les années suivantes la fin de la guerre, mais que le monde serait alors partagé entre des régions dominées par les États-Unis et des régions dominées par l'Allemagne. Mes peurs d'enfance n'étaient donc pas totalement hors sujet.

Et ces souvenirs reviennent maintenant. Je me souviens quand, enfant, j'entendais à la radio le discours d'Hitler à Nuremberg. Je ne comprenais pas les mots, mais il était facile de comprendre le ton et la menace, et je dois dire que, quand j'écoute les rassemblements de Donald Trump aujourd'hui, cela résonne. Ce n'est pas qu'il soit fasciste, il n'a pas le ton mais les peurs sont comparables, et l'idée que le destin d'un pays et du monde soit entre les mains d'un bouffon sociopathe est particulièrement inquiétant.

Le coronavirus est assez sérieux, mais il faut se rappeler qu'il y a une horreur bien plus grande qui arrive, nous fonçons vers une ère de désastres comme jamais l'histoire humaine n'en a connus. Donald Trump et ses serviteurs sont les premiers à nous plonger dans l'abysse. En fait, nous sommes face à deux immenses menaces. La première est la menace grandissante d'une guerre nucléaire, exacerbée par la destruction de ce qu'il reste de la maîtrise des armements, et la deuxième menace grandissante est bien sûr celle du réchauffement climatique. Les deux menaces peuvent être gérées, mais nous n'avons plus beaucoup de temps. Le coronavirus peut avoir des conséquences terrifiantes, mais nous nous rétablirons, alors que pour les autres, nous ne le pourrons pas, ce sera terminé. Si nous ne nous occupons pas de ces menaces, nous sommes finis. Et ces souvenirs d'enfance reviennent me hanter, mais dans une dimension différente.

Pour comprendre où en est réellement le monde, il faut remonter à début janvier : comme vous le savez, tous les ans, l'horloge de l'Apocalypse est réglée avec des aiguilles à une certaine distance de minuit, qui représente la fin du monde. Depuis que Trump a été élu, l'aiguille des minutes se rapproche

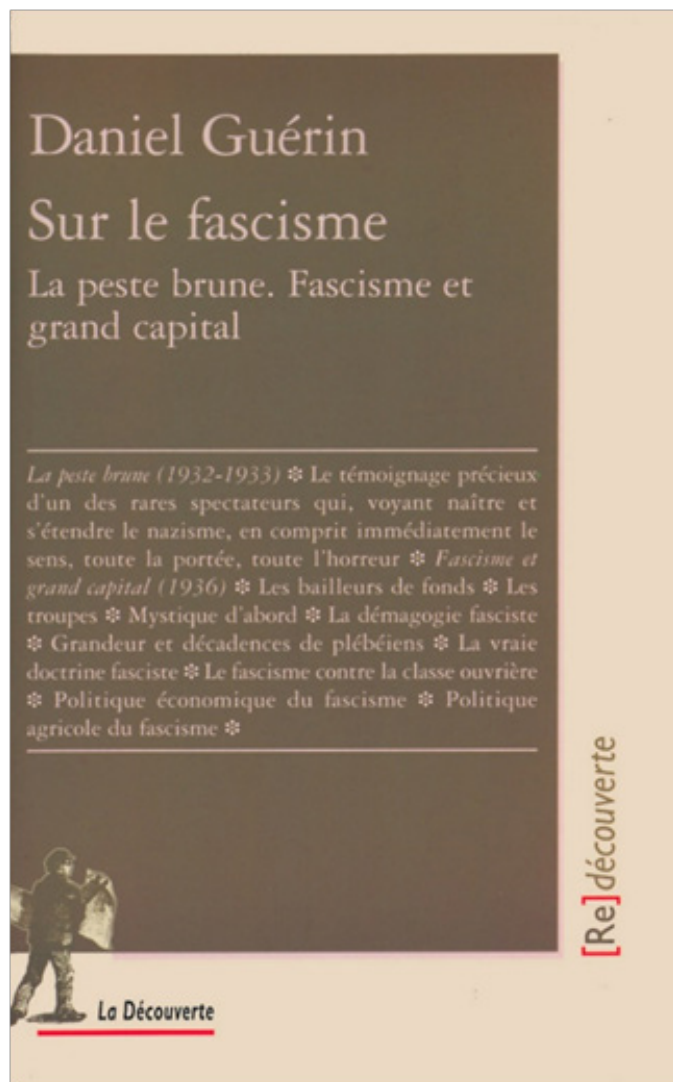
de minuit. L'année dernière, elle était à deux minutes de minuit, ce qui n'avait jamais été le cas. Cette année, les analystes sont passés à l'aiguille des secondes. 100 secondes de minuit, on n'a jamais été aussi proches. Ils citent trois choses : la menace d'une guerre nucléaire, la menace du réchauffement climatique, et la détérioration de la démocratie, qui n'a pas complètement sa place ici, mais en fait si, car c'est le seul espoir que nous avons pour surmonter la crise.

Si nous remettons notre destin dans les mains de ces bouffons sociopathes, nous sommes finis. On s'en approche : Trump représente le pire, car le pouvoir des États-Unis est écrasant. On parle du déclin des États-Unis, mais si vous regardez le monde, les États-Unis imposent des sanctions, des meurtres, des sanctions dévastatrices, et c'est le seul pays qui peut faire ça, et tout le monde doit suivre. L'Europe déteste les sanctions envers l'Iran, mais il faut suivre, suivre le maître, sinon vous êtes expulsé du système financier international. Ce n'est pas une loi naturelle, c'est une décision de l'Europe de se subordonner au maître de Washington. D'autres pays n'ont même pas le choix.

L'ironie dans la crise du coronavirus, c'est que Cuba aide l'Europe. C'est tellement choquant qu'on n'arrive pas à le décrire. Les Allemands ne peuvent pas aider la Grèce, mais Cuba peut aider les pays européens. Si vous pensez un peu à cela, alors que le monde déraile, que vous voyez des milliers de personnes mourir en Méditerranée, fuyant des régions dévastées depuis des siècles et envoyées à la noyade, vous ne savez plus quels mots utiliser. La crise de la civilisation occidentale est dévastatrice, y penser réveille des souvenirs d'enfance, quand j'écoutais Hitler délirer à la radio devant des foules bruyantes. Cela vous interroge sur la viabilité même de notre espèce.

Srećko Horvat — Vous avez parlé de la crise de la démocratie. En ce moment, nous sommes dans une situation historique sans précédent, dans le sens où presque 2 milliards de personnes – c'est un chiffre que j'ai trouvé aujourd'hui – sont confinées chez elles, soit par isolement obligatoire, soit par isolement volontaire ou en quarantaine. Près de 2 milliards de personnes sont à la maison, s'ils ont la chance d'en avoir une.

En même temps, nous sommes témoins en Europe, mais aussi dans d'autres pays, de fermetures de frontières, internes comme externes. Il y a des états d'urgence dans tous les pays auxquels on peut penser, ce qui signifie le couvre-feu dans plusieurs d'entre eux, comme la France, la Serbie, l'Italie et d'autres, avec l'armée dans les rues. Et je voudrais vous interroger, en tant que linguiste, sur le langage qui est utilisé autour de nous. Si vous écoutez





non seulement Donald Trump, mais aussi Macron et d'autres politiciens européens, vous entendez systématiquement la rhétorique guerrière. Même les médias parlent des docteurs « en première ligne », et le virus est qualifié d'ennemi. Cela me rappelle, non pas des souvenirs d'enfance heureusement, mais un livre qui a été écrit à cette époque par Victor Klemperer, *Lingua tertii imperii*, un livre qui parle de la langue du Troisième Reich et de l'influence de la langue sur l'idéologie.

Srećko Horvat - Selon vous, que nous dit cette rhétorique de la guerre, et pourquoi le virus est-il présenté comme un ennemi ? Est-ce pour légitimer ces nouveaux états d'urgence, ou bien y a-t-il quelque chose de plus profond dans ces discours ?

Noam Chomsky — Cela montre que, si nous voulons gérer la crise, nous devons nous mobiliser comme

en temps de guerre. Les États-Unis, par exemple, ont les ressources nécessaires pour surmonter les difficultés économiques immédiates. La mobilisation pendant la Seconde guerre mondiale a mené le pays vers une dette bien plus grande que celle observée aujourd'hui, et cette mobilisation fut couronnée de succès : elle a presque quadruplé l'industrie américaine, mis fin à la dépression, et laissé le pays avec un réservoir de croissance. Nous n'en sommes pas là, nous ne sommes pas en guerre, mais nous avons besoin de cette mentalité pour surmonter la crise à court terme, car elle est sévère.

Nous pouvons aussi nous rappeler la grippe porcine de 2009, venue des États-Unis. Quelques centaines de milliers de personnes se sont remises du pire, mais ce sont des crises qu'il nous faut affronter. Et je parle d'un pays riche, les États-Unis. Parmi ces 2 milliards de personnes dont vous parliez, la majorité est en Inde. Ils sont isolés et meurent de faim. Que va-t-il se passer ? Dans un monde civilisé, les pays riches aideraient les pays dans le besoin, au lieu de les étouffer, ce que précisément nous sommes en train de faire, surtout en Inde, mais aussi dans la plupart des pays. Gardez à l'esprit que si les tendances actuelles persistent, l'Asie du Sud sera invivable dans quelques décennies. La température a atteint 50°C au Rajasthan cet été et elle monte. La situation autour de l'eau pourrait s'empirer, il y a deux réacteurs nucléaires là-bas et il va y avoir des affrontements autour de l'approvisionnement en eau.

Le coronavirus est grave bien sûr, nous ne pouvons pas le sous-estimer, mais rappelons-nous que c'est une infime part des crises majeures qui s'annoncent. Ces



crises ne perturberont peut-être pas autant nos vies que le coronavirus le fait aujourd'hui, mais chambouleront la vie au point de menacer notre espèce, dans un futur proche. Nous devons donc faire face à beaucoup de problèmes, bien sûr dans l'immédiat au coronavirus, qui est sérieux, mais à de bien plus grands et vastes problèmes qui nous guettent. Le côté positif du coronavirus, c'est qu'il peut nous amener à penser au monde que nous souhaitons dans le contexte de cette crise de notre civilisation. Voulons-nous d'un monde qui nous mène à cela ? Nous devrions réfléchir aux origines de la crise : pourquoi y a-t-il une crise du coronavirus ? C'est un échec colossal du marché, qui nous ramène à l'essence même des marchés, exacerbée par le néoli-



béralisme sauvage et l'intensification des problèmes économiques fondamentaux.

On sait depuis longtemps que les pandémies sont très probables, et on savait bien qu'une pandémie de coronavirus serait probable, avec une légère modification de l'épidémie liée au SRAS il y a quinze ans. Cette épidémie a été vaincue, les virus ont été identifiés, séquencés, les vaccins rendus disponibles, et des laboratoires partout dans le monde auraient pu travailler à des protections pour les futures pandémies de coronavirus à venir. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Les signaux des marchés n'étaient pas bons. L'industrie pharmaceutique a été donnée à des tyrannies privées, des groupes qui ne rendent aucun compte au grand public, les « Big Pharma », qui font des crèmes hydratantes, qui sont plus rentables que de chercher un vaccin qui protégera les gens de la destruction totale. Il est impossible pour le gouvernement d'intervenir.

Pour en revenir à la mobilisation en temps de guerre, c'est ce qui est arrivé. Je me rappelle la polio à l'époque, c'était une menace terrifiante et elle a pris fin avec la découverte du vaccin Salk par une institution gouvernementale mise en place par l'administration Roosevelt : pas de brevet, accessible

à tous ! La peste néolibérale a empêché que cela puisse se reproduire. Nous vivons dans une idéologie qui vient du secteur privé, et les économistes en sont en partie responsables. Une idéologie incarnée par Ronald Reagan en train de lire, avec un sourire radieux, le discours que ses maîtres – les entreprises – lui ont glissé, arguant que c'est le gouvernement le problème. Débarrassons-nous du gouvernement, laissons les tyrannies privées – qui ne rendent aucun compte – prendre les décisions. De l'autre côté de l'Atlantique, Thatcher nous expliquait qu'il n'y a pas de société, seulement des individus nageant dans le marché pour tenter de survivre, et qu'il n'y a pas d'autre choix. Le monde a souffert sous l'influence des riches, et alors que les gouvernements pourraient, comme avec le vaccin Salk, intervenir directement, ces actions sont bloquées pour des raisons idéologiques, issues de la peste néolibérale.

En fait, cette épidémie de coronavirus aurait pu être évitée : l'information était là, prête, à disposition. C'était même un fait bien connu en octobre 2019, juste avant son déclenchement. Les États-Unis ont mené une simulation à grande échelle sur des pandémies potentielles de ce type. Rien n'a été fait, et maintenant la crise s'empire avec la trahison par les systèmes politiques. Nous n'avons pas tenu compte des informations disponibles. Le 31 décembre, la Chine a informé l'Organisation mondiale de la santé d'une maladie aux symptômes proches de la pneumonie et d'étiologie inconnue. Une semaine plus tard, des scientifiques chinois l'ont identifiée comme un coronavirus. De plus, ils l'ont séquencé et ont ouvert ces informations à tout le monde. Et à ce moment, les virologues qui se donnaient la peine de lire les rapports de l'Organisation mondiale de la santé savaient que c'était des coronavirus et comment y répondre. Ont-ils fait quelque chose ? Certains, oui. Les pays comme la Chine, la Corée du Sud, Taïwan, Singapour ont commencé à faire quelque chose et l'ont à peu près contenu, au moins pour cette première vague de la crise.

En Europe, c'est un peu ce qui s'est passé. L'Allemagne avait des capacités de diagnostic et a pu agir, d'une manière très égoïste, en n'aidant pas les autres mais au moins pour atteindre un endiguement raisonnable. D'autres pays l'ont ignoré, comme le Royaume-Uni et pire encore les États-Unis, dont le dirigeant dit un jour qu'il y a juste une grippe, et le lendemain que c'est une crise terrible mais qu'il savait tout du long, et le jour d'après qu'il faut déléguer cette crise aux entreprises, parce que j'ai une élection à gagner. L'idée que le monde est entre ces mains-là, c'est très inquiétant.

Mais ce que je veux répéter, c'est que cela a commencé avec une énorme défaillance du marché, et je veux souligner les problèmes de fond aux plans économique et social, des problèmes exacerbés par

la peste néolibérale. Et ces crises continuent à cause du déclin des structures institutionnelles qui pouvaient les gérer lorsqu'elles marchaient bien. Voilà les sujets que nous devons travailler sérieusement et profondément si, comme je le disais, nous voulons choisir dans quel monde nous souhaitons vivre.

Si nous nous en sortons, il y aura des choix. Ces choix iront de la mise en place de régimes autoritaires et brutaux, jusqu'à la reconstruction radicale d'une société plus humaine, attachée aux besoins humains et non pas aux profits privés. Nous devons garder à l'esprit que les États autoritaires pervers sont tout à fait compatibles avec le néolibéralisme. C'est une issue et un cauchemar possible, qui pourrait se produire. Mais ce n'est pas inéluctable. Il se peut que les gens s'organisent, s'engagent, comme le font déjà beaucoup, et révèlent un monde bien meilleur qui aura la capacité d'affronter les énormes problèmes auxquels nous faisons et nous ferons face : la guerre nucléaire qui est plus proche que jamais et les problèmes liés aux catastrophes environnementales, auxquelles on n'échappera pas à partir d'un certain moment. Tout ça n'est pas si éloigné si nous n'agissons pas clairement.

C'est donc un moment critique de l'histoire humaine, pas seulement à cause du coronavirus, c'est un moment qui devrait nous amener à prendre conscience des graves défauts du système économique et social tout entier, un système qui doit changer si nous voulons un avenir viable. Cela pourrait être le signal d'alarme et une leçon pour nous inciter à empêcher le monde d'exploser, mais aussi pour nous plonger aux racines de ce monde et voir comment ces racines mèneront à davantage de crises, pires que celle-ci.

Srećko Horvat — Comme il reste peu de temps, je vais poser une dernière question. Je pense que beaucoup de gens comme nous sont actifs dans des mouvements de mobilisation sociale, organisés depuis des décennies, et qui reposent sur la proxi-

mité sociale entre individus. Et soudainement, ils font face à ce qu'on appelle la « distanciation sociale », donc ma question est : comment voyez-vous le futur de la résistance sociale en ces temps de « distanciation sociale », et si cela continue pendant quelques mois, voire une année ou deux, maintenant que nous sommes presque tous confinés chez nous, quels seraient vos conseils aux progressistes du monde entier, aux activistes, aux intellectuels, aux étudiants et travailleurs, comment s'organiser dans cette situation ? Et peut-être nous dire aussi si vous voyez un espoir, celui d'aller non pas vers un autoritarisme mondial, mais vers une transformation radicale du monde qui serait verte, égale, juste et pleine de solidarité ?

Noam Chomsky — D'abord, nous devrions garder à l'esprit qu'une forme d'isolement social très dommageable est présente depuis ces dernières années. Allez à McDonald's et regardez les groupes d'ados autour des tables en train de manger un burger, et vous verrez deux conversations en cours. Une discussion creuse entre eux, et une autre que chacun a sur son téléphone avec des individus ou amis à distance. Cela a réduit et isolé les gens d'une manière extraordinaire. Le principe de Thatcher – la négation de la société – s'est intensifié, le mauvais usage des réseaux sociaux a transformé les gens en des créatures très isolées, en particulier les jeunes.

Il y a maintenant des universités aux États-Unis où, sur les trottoirs, des panneaux indiquent : « levez les yeux ». Car tous les gamins qui marchent sont collés à leur téléphone. C'est une forme d'isolement auto-imposée qui a fait beaucoup de dommages. Nous sommes maintenant dans un isolement social réel, qui doit être surmonté en recréant des liens sociaux, de quelque manière que ce soit. Contacter les gens dans le besoin, créer et développer des organisations, les rendre fonctionnelles et les activer, faire des projets pour l'avenir, rassembler les gens, ce qui est possible avec Internet, former des groupes de débat, de consultation, pour trouver les réponses aux problèmes auxquels les gens font face. C'est possible.

Srećko Horvat — Puis-je poser une question : c'est votre chien qu'on entend ?

Noam Chomsky — Oui, mon chien essaye d'avoir une discussion !

Srećko Horvat — Mais est-ce que c'est un perroquet qu'on a entendu avant ? Vous avez un oiseau ou un perroquet ? Il y avait un son d'oiseau, non ?

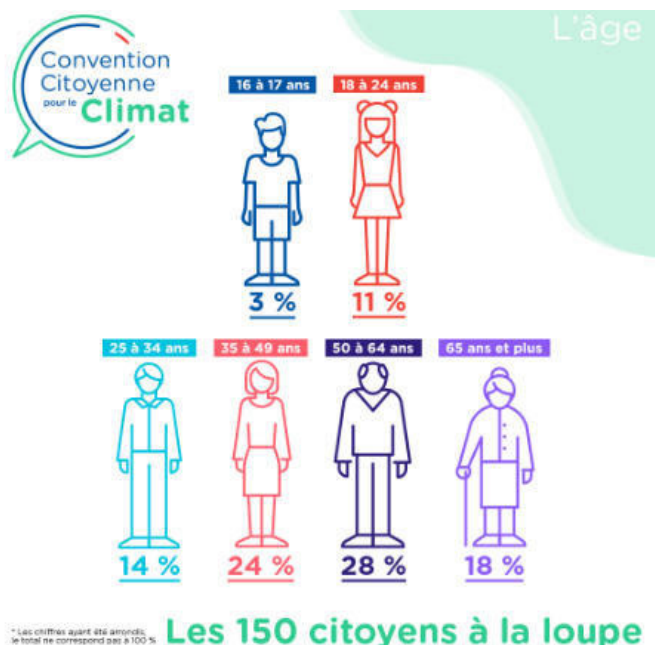
Noam Chomsky — C'est un Loricet arc-en-ciel, qui sait dire « tout le pouvoir au peuple » en portugais !



Propos recueillis par Srećko Horvat pour DiEM25 (28 mars 2020)

LIBRES PROPOS :

France : « Convention climat: les citoyens dindons de la farce »



La désillusion laisse place à la colère chez les 150 membres de la Convention citoyenne. Ils s'apprêtent à découvrir le projet de loi issu de leurs travaux sans avoir leur mot à dire, contrairement aux promesses estivales de l'exécutif.

«Il semble manquer le groupe « Se faire balader », non?» C'est ainsi qu'a réagi Sylvain Burquier, l'un des 150 membres de la Convention citoyenne pour le climat, en apprenant la nouvelle. Lundi 7 et mardi 8 décembre, 5 réunions thématiques seront organisées afin de découvrir les ultimes arbitrages du projet de loi reprenant une partie du travail des citoyens. Les tirés au sort auront droit à une présentation des ministres sur les orientations retenues par le Gouvernement. «Un temps d'échange suivra», rassure-t-on dans un mail envoyé aux députés le 3 décembre. Mais qu'elle semble loin, la co-construction du texte, proposée par l'exécutif en plein cœur de l'été.

« Le dépeçage de notre travail »

C'est le député Matthieu Orphelin qui a sonné l'alerte. Sur le réseau social Twitter, l'élus, ex-membre de la majorité, révèle le fameux mail adressé aux parlementaires. La nouvelle se répand vite. «En tant que citoyen, je tombe des nus, lance William Aucant, l'un des 150 membres de la Convention. Apprendre cela sur Internet, après tout le travail qu'on a fourni...» Entre-temps, les tirés au sort ont bien été informés. Mais la méthode interroge. En réaction, ils ont plusieurs fois demandé à avoir accès en avance

aux éléments présentés la semaine prochaine. Sans succès. «Peut-être qu'ils ont bien fait le travail. Mais on ne peut qu'être inquiets. La moindre des choses avant de se rendre à une réunion, c'est de pouvoir la préparer», regrette William Aucant. Au sujet de sa participation en début de semaine prochaine, le doctorant hésite encore.

D'autres, comme Guy Kulitza, ont déjà fait leur choix. Le retraité est désabusé. «On avait des réunions prévues ces derniers mois. Elles ont finalement presque toutes été gelées. À la place, on découvre petit à petit le dépeçage de notre travail.» Une réflexion de 9 mois, durant lesquels les 150 citoyens tirés au sort ont planché sur l'objectif de baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre françaises d'ici à 2030, par rapport à 1990. Une demande directe d'Emmanuel Macron.

Lettre au père Noël

Tout ça pour ça? Guy Kulitza prend pour exemple la proposition de créer un crime d'écocide, sur laquelle il a travaillé. La création d'un délit de mise en danger de l'environnement, annoncée par Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, et Eric Dupond-Moretti, ministre de la Justice, le 22 novembre dernier, n'a plus grand-chose à voir avec le projet initial.

William Aucant cite quant à lui la régulation du secteur automobile. Parmi les 149 propositions de la Convention, figure l'instauration d'une taxation pour les véhicules de plus de 1400 kg. L'idée? Lutter contre l'alourdissement du parc automobile et limiter son impact environnemental. Mais le gouvernement a placé le curseur moins haut, crise économique oblige. Le malus ne concernera que les véhicules de plus de 1,8 tonne. «Cela ne représente plus que 2 % du marché, contre 25 % avec notre rédaction, se désespère-t-il. On ne nous a pas demandé une lettre au Père Noël, mais un rapport complet. Je tiens à rappeler qu'Emmanuel Macron s'était engagé à transmettre 146 de nos propositions sans filtre au Parlement.»

318 000 signatures

Le réalisateur Cyril Dion, par ailleurs garant de la Convention, résume le naufrage démocratique en cours: «La co-construction et la concertation avec les parlementaires pour construire la grande loi climat, ça ressemble à la démocratie participative à la papa: on fait semblant de discuter d'un truc qui est déjà écrit.» Sa pétition appelant à sauver la Convention a déjà recueilli plus de 318 000 signatures.

Une lueur d'espoir bien maigre pour Guy Kulitza. Le retraité n'attend plus rien de ce projet de loi, mais redoute une chose: devenir le faire-valoir du gouvernement. «On va coller une étiquette Convention

citoyenne sur un texte qui n'aura rien à voir avec notre travail de fond. » Le divorce est consommé.

Lucas Martin-Brodzicki
Extrait de l'Humanité

Craintes et profit disproportionnées



Mon parcours politique n'a rien d'extraordinaire : parti de la charité chrétienne, je me posai la question de son utilité vers quatorze ans, en observant l'étendue de la misère (au sud du monde et dans le nôtre) parallèle à l'hypocrisie missionnaire. Mais l'explication du processus ne viendra que quatre ans plus tard, débarquant à l'université en plein chambardement politique, les auditoires étant parsemés de réunions de formation politique et de rédaction de tracts...

Je découvrais soudainement, grâce au matérialisme historique et à la dialectique marxiste, que la cause de l'injustice sociale résidait bien plus dans un processus aveugle d'accumulation de profit capitaliste que dans la méchanceté ou l'égoïsme humain. Quelle économie de temps et d'épuisement émotionnel j'allais réaliser par la suite !

Le monde ne se résume pas à des bons et des méchants, où se cacheraient un Deus Ex Machina, de sinistres illuminati, une « juiverie mondiale » ou autres sectes malsaines. Même Bill Gates, dans toute sa puissance, est tributaire du marché, lequel pourrait avaler une grande part de ses avoirs par un simple retournement spéculatif. Les phénomènes sociaux mondialisés sont bien plus causés et/ou aggravés par le marché, diffus mais observable au grand jour, que par des plans cachés.

L'histoire montre que des quantités de secteurs productifs utiles, d'inventions géniales, d'ateliers indispensables ont été simplement détruits et oubliés par le processus du marché capitaliste qui broie tout sur son passage comme un gigantesque processus d'essais et erreurs permettant une accumulation monétaire de plus en plus concentrée.

Le profit résulte de l'exploitation insensée des masses ouvrières et son accumulation monétaire se fait là où les positions sur le marché sont les plus

dominantes.

Or la domination du marché, depuis une bonne dizaine d'années, est passée des échanges industriels vers le commerce numérique, lequel rapporte des rentes spéculatives bien supérieures. Il est donc parfaitement normal de constater qu'un des effets de ce nouveau rapport de force est l'écrasement des échanges locaux au profit d'une standardisation mondiale des goûts (alimentaires, vestimentaires, décoratifs ou culturels) facilitant les économies d'échelle productives, d'une part et la concentration de la production là où la classe ouvrière est la plus docile, d'autre part.

La plupart des composants informatiques, électroniques, robotiques et mécaniques, sont fabriqués dans les immenses ateliers asiatiques à côtés desquels le film de Fritz Lang, *Métropolis* (1927), est une aimable comptine. Néanmoins, jusqu'à présent, le pouvoir décisionnel demeure dans les bourses et bureaux feutrés des grandes compagnies occidentales.

Mais un autre acteur du marché monte en puissance, celui de la chimie, biochimie et bio technologie. Il concerne précisément le corps humain, tant en matière de production agro-alimentaire que pharmaceutique. Les profits réalisés peuvent être rapides et spectaculaires mais en même temps aléatoires car liés à des conditions naturelles, d'une part et idéologiques (voire philosophiques), d'autre part. Le rapport de l'homme à la nature et à sa propre existence singulière, originale et digne sont désormais confrontés à l'appétit de l'accumulation aveugle.

En Belgique l'espérance de vie est de 81,8 ans en 2019 (Statbel) (mais avec une grande différence entre les femmes, 84 ans et les hommes, 79,6 ans). Mais la mort d'une personne frappe bien plus les esprits si elle a soixante ou septante ans que quatre-vingt ou nonante ans. C'est ainsi que si « l'âge moyen des personnes décédées des suites du Covid-19 est de 83 ans » (rapport Sciensano du 26/08/2020), il n'en reste pas moins vrai que chacun d'entre-nous a été particulièrement sensibilisé par la disparition de parents ou d'amis bien plus jeunes que cet âge statistiquement « normal ».

De là à prétendre que le risque de mourir (ou d'être gravement malade) concerne EGALEMENT tout le monde, est un pas (mensonger) qui a été allègrement franchi par la presse, les consultants et dirigeants dès le printemps 2020.

Il s'en est suivi une crainte totalement disproportionnée tant dans le chef des hommes politiques que des citoyens au point de prendre (et soutenir dans le chef des administrés) des dispositions juridiques sans base légale ou attentatoires, pour longtemps, aux droits et libertés civils. On marche désormais



masqués dans les quartiers de Liège, vidés de toute activité socio-culturelle, ou dans les campagnes, même là où il n'existe aucune contrainte juridique ni le moindre risque objectif.

La conséquence de cette idéologie dominante hyper-sanitaire est l'extrême perméabilité des consciences à toute solution pharmaceutique, indépendamment des réserves émises et même de l'intérêt réel au vu des risques objectifs.

Bref, si absolument aucun élément sérieux (et non mythique) n'indique la responsabilité de l'industrie pharmaceutique dans la genèse de l'épidémie, il est clair que les commandes de remèdes par les états sont devenues d'autant plus pharaoniques que la crainte est objectivement disproportionnée à l'échelle planétaire.

En résumé, le marché dominant (commerce numérique, rejoint par la bio-chimie) tire manifestement les marrons du feu d'une panique disproportionnée mais soigneusement entretenue par les marchands d'audimat et, dès lors, soutenue par les trois quarts des populations.

En réponse, nous devons dès lors désangoisser nos proches et nous réunir pour défendre nos échanges locaux contre les multinationales dominant l'accumulation capitaliste.

Jean-Paul Brilmaker

RETROUVEZ-NOUS SUR NOTRE CHÂÎNE YOUTUBE

«ACJJ Association Culturelle»



Nous y proposons un tas de choses, par exemple des vidéos sur Charleroi, en attendant de pouvoir nous retrouver en vrai de vrai!

N'hésitez pas à vous abonner à la chaîne, à la partager, à nous laisser un p'tit pouce bleu et un commentaire!